



DECISION N°2024-070

Objet : Adhésion d'UniCA au Collège des Partenaires de la Fondation *Lus & Politia*.

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR

Vu le Code de l'éducation ;

Vu le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, modifié par le décret n°2023-1310 du 27 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-001 du 9 janvier 2024 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu la délibération n°2024-003 du 23 janvier 2024 relative à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président d'Université Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté n°116-2024 du 23 janvier 2024 portant délégation de signature du Président d'Université Côte d'Azur à M. Stéphane AZOULAY, Vice-président du Conseil d'Administration et des Moyens d'Université Côte d'Azur ;

DECIDE

Article 1 : Selon les termes de la convention de partenariat entre Université Côte d'Azur et l'académie des sciences morales et politiques, au titre de la Fondation *Lus & Politia*, (annexée à la présente décision) la contribution financière annuelle d'Université Côte d'Azur au Collège des Partenaires de la Fondation pour la durée de la convention soit de 2019 à 2027 comme suit :

- Pas de versement du fait de la pandémie de la COVID pour 2019
- Pas de versement du fait de la pandémie de la COVID pour 2020
- Pas de versement du fait de la pandémie de la COVID pour 2021
- Versement annuel de 4 200 € pour 2022
- Versement annuel de 4 200 € pour 2023
- Versement annuel de 4 200 € pour 2024
- Versement annuel de 4 200 € pour 2025
- Versement annuel de 4 200 € pour 2026
- Versement annuel de 4 200 € pour 2027

Article 2 : Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 31 mai 2024

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2024-070**
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire*

Convention de partenariat

Entre

Université Côte d'Azur,

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel expérimental

Immatriculé au SIREN sous le numéro 130 025 661 00013

Dont le siège social se situe à NICE (06103 cedex 2), Grand Château, 28 avenue de Valrose

Représentée par son Président en exercice, le Professeur Jeanick BRISSWALTER

Agissant dans le cadre des activités de La Faculté de Droit et science Politique-EUR LexSociété, dont le Doyen est le Professeur Xavier LATOUR

Ci-après désigné par les termes « l'Université »,

d'une part ;

Et

L'Académie des sciences morales et politiques, au titre de la **Fondation lus & Politia**, que l'Académie abrite, ci-après désigné par les termes « la Fondation » ;

Dont le siège se situe à PARIS (75270 Cedex 06), 23 quai de Conti

Représentée par M. Bernard STIRN, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques

Ci-après désigné par les termes « la Fondation ».

Article 1^{er} : Exposé des motifs et Objet de la convention

La Fondation « *lus & Politia*, Fondation pour l'enseignement et la recherche en droit et science politique », abritée par l'Académie des sciences morales et politiques, a été constituée en vue de renforcer et d'orienter l'action des Facultés de droit et science politique en matière de soutien à l'enseignement et à la recherche en droit et science politique, de piloter le développement du site portail « univ-droit », et de poursuivre les missions de l'université numérique juridique francophone (UNJF) après la clôture du Groupement d'intérêt public qui en portait jusqu'à présent l'activité. Elle a vocation, à ces différents titres, à initier, soutenir et/ou financer des projets visant, notamment et non limitativement, à :

- valoriser les activités d'enseignement et de recherche menées dans les Facultés de droit, au travers du site « univ-droit » et par tout autre moyen utile ;
- développer des ressources pédagogiques en ligne ;
- concevoir des dispositifs pédagogiques innovants au bénéfice des formations juridiques et politistes ;
- contribuer à l'orientation des bacheliers et à l'accueil des nouveaux étudiants ;
- renforcer la visibilité internationale des formations juridiques et politistes françaises.

La présente convention est conclue par la Fondation avec l'Université aux fins de définir les conditions dans lesquelles l'Université, en particulier sa Faculté de droit et science politique, participera aux activités de la fondation, et bénéficiera des services qu'elle fournit.

Article 2 : Engagements de la Fondation

L'Université bénéficie de l'ensemble des activités menées par la Fondation visant à soutenir l'enseignement et à la recherche en droit et science politique et plus généralement de l'ensemble des activités décrites à l'article 1. Elle bénéficie notamment des services proposés par le portail univ-droit.fr, en particulier la promotion de l'activité d'enseignement et de recherche juridiques du Partenaire.

L'Université dispose d'un libre accès, tant pour ses étudiants que pour ses enseignants et personnels administratifs, aux cours de l'Université numérique juridique francophone (UNJF), dans le respect du droit des auteurs des cours, avec lesquels la Fondation est contractuellement liée.

Elle peut également bénéficier de l'accompagnement de la Fondation pour développer, au moyen des cours de l'UNJF, des formations à distance ou hybrides, initiales ou continues.

Article 3 : Engagements du Partenaire

L'Université s'engage à assurer la promotion et la diffusion des activités de la Fondation au sein de son établissement, en particulier auprès des enseignants-chercheurs, des étudiants et des doctorants.

L'Université s'engage à transmettre à la Fondation toutes les informations nécessaires à l'accès de ses étudiants aux ressources de l'UNJF, en particulier les modalités d'identification de ses étudiants ou utilisateurs.

L'Université s'engage à informer la Fondation des modifications qui le concernent, afin que la Fondation puisse en assurer la présentation actualisée sur le portail « univ-droit.fr ».

Article 4 : Participation du Partenaire à la gouvernance de la Fondation

L'Université dispose d'une voix au Collège des Partenaires. Aux termes de l'article 6-2 de la convention constitutive de la Fondation, « le Collège des partenaires contribue, par ses délibérations soumises au Conseil d'Administration de la Fondation, à la définition des orientations scientifiques de la Fondation et notamment des politiques à mener en matière :

- de soutien aux missions d'enseignement en droit et science politique,
- de développement de l'enseignement numérique juridique francophone,
- de soutien à la recherche juridique et politique,
- de valorisation de la recherche juridique et politique.

Le Conseil scientifique propose le programme pluriannuel d'action de la Fondation, préalablement à son examen par le Collège des partenaires.

Le Conseil d'administration recueille son avis conforme avant de décider de toute action nouvelle de la Fondation ».

L'Université est représentée au sein du Conseil des partenaires, soit par son Président ou Directeur, soit par le Directeur de l'UFR ou composante à dominante juridique de l'établissement.

En cas d'absence, l'Université peut se faire représenter par un autre établissement partenaire.

Article 5 : Contribution financière de l'Université à la Fondation

L'Université s'engage à apporter à la Fondation un soutien financier annuel proportionnel au nombre d'étudiants inscrits dans ses formations à dominante juridique, constaté au moment de la signature de la présente convention, sur la base de 1,50€ (un euros et cinquante cents) par étudiant. Le montant annuel de ce soutien ne peut être inférieur à 1500€ (mille cinq cents euros), ni supérieur à 15000€ (quinze mille euros).

A la date de la présente convention, les étudiants inscrits dans une formation à dominante juridique étant au nombre de 2800 (deux mille huit cents), le soutien annuel du partenaire s'élève à 4200€ (quatre mille deux cents euros) en année pleine.

La période concernée porte sur les années universitaires de 2019-2020 à 2026-2027. Néanmoins la Fondation et l'Université conviennent que les années 2019-2020 et 2020-2021 correspondant à la période de pandémie de Covid-19 ne font l'objet d'aucun versement financier.

Concernant la période 2019-2024, le montant total correspond donc aux trois dernières années universitaires et s'élève à 12 600€ (douze mille six cents euros).

L'Université s'engage à verser ce montant, payable à 30 jours après réception d'une facture, par un virement bancaire effectué sur le compte ouvert au nom de l'Institut de France et Académies, Académie des Sciences morales et politiques, 23 quai de Conti, Services financiers, 75270 Paris Cedex 06, ci-après référencé conformément au Relevé d'Identité Bancaire ou Postal figurant en annexe de la présente convention.

Pour les années 2024-2027, l'Université s'engage à verser annuellement le montant de 4200€ (quatre mille deux cents euros), payable à 30 jours après réception d'une facture, selon les mêmes modalités.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} juillet 2019. Elle est conclue pour une durée de 8 ans et prendra fin le 30 juin 2027. La durée de la convention peut être prolongée par voie d'avenant exclusivement, établi d'un commun accord entre les parties.

Article 7 : Résiliation de la convention

La convention ne peut être résiliée par la Fondation que si le Collège des partenaires, sur proposition du Conseil d'administration de la Fondation, constate le non-respect, par l'Université, de la présente convention, ou de l'objet de la Fondation.

En cas de retrait de la présente convention, l'Université ne peut prétendre au remboursement du versement qu'il aura déjà effectué.

La partie désireuse de résilier la convention devra notifier son intention à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la date retenue pour la résiliation.

A l'issue de la période initiale, la résiliation de la convention pourra intervenir par décision de l'Université, notifiée au moins six mois avant la date anniversaire de la convention de partenariat.

Article 8 : Modifications de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher avant tout une solution amiable. Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige sera porté devant les tribunaux français compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

Nice, le

Pour Université Côte d'Azur

Le Président

Pr. Jeanick BRISSWALTER

Paris, le

Pour l'Académie des sciences morales et politiques

Le Secrétaire perpétuel

M. Bernard STIRN

Visa du Doyen de la Faculté de Droit et Science politique-EUR LexSociété

Pr Xavier LATOUR

ANNEXE : RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DE LA FONDATION



Relevé d'Identité Bancaire



Relevé d'Identité Bancaire
AGENCE DES CLIENTELES SIEGE
56 RUE DE LILLE
75356 PARIS SP 07

Cadre réservé au destinataire du relevé

INSTITUT DE FRANCE ET ACADEMIES
ACADEMIE SC MORALES POLITIQUES
23 QUAI DE CONTI SERVICES FINANCIERS
75270 PARIS CEDEX 06

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc...). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et évite des réclamations pour erreur ou retard d'imputation.

Domiciliation : SIEGE SOCIAL

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
40031	00001	0000299237G	61

Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)
FR6740031000010000299237G61

Identifiant International de la banque (BIC)
CDCGFRPPXXX

Signature(s) électronique(s) du présent document

La version originale de ce document est sous forme électronique, par conséquent les signatures ci-dessous doivent impérativement être vérifiées électroniquement à l'aide d'un logiciel adapté comme Adobe Acrobat Reader DC™. Si un message d'avertissement apparaît, la raison peut être liée à l'absence de confiance dans l'Autorité de Certification qui a délivré le certificat utilisé pour signer le document. Dans ce cas, cliquez sur « Détails du certificat » dans le « Panneau des signatures » et sélectionnez le certificat « Sunnystamp Root CA G2 » puis cliquez sur « Ajouter aux certificats approuvés » dans l'onglet « Approbation ». A noter que les logiciels de lecture de documents PDF en mode Web ou mobile n'affichent pas les détails relatifs aux signatures électroniques. Pour toute question, merci de nous écrire à l'adresse support@lex-persona.com.

Digital signature(s) of this document

The original version of this document is in electronic form, so the signatures below must always be verified electronically using appropriate software such as Adobe Acrobat Reader DC™. If a warning message appears, the reason may be the absence of trust in the Certificate Authority which issued the certificate used to sign the document. In this case, click on "Certificate Details" in the "Signatures panel" and select the "Sunnystamp Root CA G2" certificate then click on "Add to approved certificates" on the "Approval" tab. Note that PDF reading software in web or mobile mode does not display the details of the digital signatures. If you have any questions, please write to us at support@lex-persona.com.